

Les perspectives énergétiques pour l'horizon 2035 divisent les partis

Les services de Moritz Leuenberger veulent miser sur le vert. L'atome n'est pas enterré

Les services de Moritz Leuenberger n'excluent pas la rénovation et le remplacement des centrales, y compris nucléaires. La stratégie soumise par le ministre au Conseil fédéral donne toutefois la priorité aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

Les perspectives énergétiques 2035, publiées hier parallèlement aux entretiens de Watteville avec les partis gouvernementaux, passent en revue les défis à relever tout en esquissant des solutions pour garantir un approvisionnement durable en énergie et la politique du climat après 2012. Selon les experts, des mesures sont nécessaires concernant les combustibles, les carburants, l'électricité et les objectifs climatiques.

La stratégie présentée, sur laquelle le gouvernement se prononcera dans un deuxième temps, se base sur quatre scénarios, a indiqué le Département fédéral de l'énergie (DETEC). Ces modèles sont un instrument pour les responsables politiques qui «peuvent maintenant se faire une idée claire des conséquences de leurs décisions», concluent les auteurs du rapport, qui ont débuté leurs travaux en 2004.

Consommation réduite d'un tiers

Les scénarios examinés vont de la poursuite de la politique énergétique actuelle (scénario 1) à une politique visant une «société à 2000 watts». Celle-ci serait assortie de mesures «rigoureuses» destinées à réduire la consommation d'énergie et à augmenter la part



Les partis gouvernementaux, ici les démocrates-chrétiens Christophe Darbellay et Urs Schwaller, accueillis par les militants de Greenpeace peu avant leur arrivée à Watteville.

PHOTO KEY

des énergies renouvelables (scénario 4).

Avec cette dernière option, la plus ambitieuse, l'apport des énergies renouvelables devrait monter à 28 % de la demande de chaleur et à 11 % de celle de carburants. La consommation énergétique finale par tête diminuerait d'un tiers par rapport à l'an 2000.

Les objectifs climatiques seraient atteints, les rejets de CO₂ se réduisant d'au moins 40 %. La pénurie d'électricité représenterait moins de 10% de la demande actuelle du pays, soit beaucoup moins que dans les autres modèles.

Le scénario 2 évoque un renforcement de la collaboration entre l'Etat et l'économie tandis que le scénario 3 est axé sur des objectifs quantitatifs concernant la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂.

A chaque fois, la construction de centrales nucléaires et de centrales combinées à gaz est men-

tionnée afin de combler le manque d'électricité. Pour répondre à ce besoin, l'importation de courant, les énergies renouvelables, l'agrandissement des grandes centrales hydrauliques ou encore la construction d'équipements décentralisés à couplage chaleur-force sont aussi invoqués.

Investissements intéressants

En termes économiques, les experts sont d'avis que les scénarios 3 et 4 offrent des possibilités d'investissement «tout à fait intéressantes». L'atteinte au produit intérieur brut (PIB) serait inférieure à 1 %, «ce qui prouve qu'une politique énergétique durable ne nuit en aucune façon au développement économique». Mais une harmoni-

sation de la politique énergétique serait nécessaire sur le plan international.

Et de préciser que même les scénarios 1 et 2 offriraient des changements envisageables. Mais l'approvisionnement serait plus sensible aux crises et plus polluant. La continuation de la politique actuelle n'aurait en outre pas un effet incitatif suffisant en matière d'utilisation efficace de l'énergie, d'énergies renouvelables et de protection du climat.

Depuis la conception globale de l'énergie datant du milieu des années 1970, la Confédération élabore périodiquement des perspectives énergétiques. L'épuisement du pétrole, la fin prochaine des centrales nucléaires existantes et les changements climatiques nourrissent le débat actuel. (ats)

Les partis gouvernementaux toujours divisés sur les remèdes pour éviter la pénurie

Le coup de la panne

■ Les partis gouvernementaux restent divisés sur les remèdes pour répondre à la pénurie d'énergie qui se dessine. Ils ne se rejoignent que sur la nécessité d'éviter la panne et d'assurer l'approvisionnement du pays, a souligné le président du PDC Christophe Darbellay.

PRD, PDC, UDC et PS n'en ont guère appris lors des entretiens de Watteville sur le dispositif que le Conseil fédéral compte mettre en œuvre

en matière de politique énergétique. Le gouvernement se prononcera sur une stratégie et des objectifs avant la session qui commence début mars, a assuré son porte-parole Oswald Sigg hier devant les médias.

Plan d'action d'ici fin 2007

■ Les partis, inquiets du flou actuel, ne veulent pas se contenter des perspectives énergétiques 2035 élaborées par les services de Moritz Leuenberger: ils deman-

dent un plan d'action avec des mesures concrètes d'ici la fin de l'année.

Parmi les préoccupations partagées figure la nécessité de compenser les émissions de CO₂ en cas de construction de centrales à gaz, de renforcer la recherche ou encore de réserver une place aux énergies renouvelables, notamment à l'hydraulique. Mais les partis sont «totalement divisés» sur les modalités concrètes.

Tout au plus pourraient-ils envisager une incitation fiscale quand un bâtiment est rénové afin d'améliorer l'efficacité énergétique.

Centrales nucléaires

■ S'agissant du nucléaire, le PRD et l'UDC sont d'avis qu'on ne peut pas y renoncer faute d'alternative. Le PDC, pour sa part, a répété qu'«il ne ferme pas la porte». (ats)